



Des hommes du FPR patrouillent dans Kigali, hier, peu après la prise de la capitale.

# La victoire d'une « armée de réfugiés »

Issu de la lutte des exilés tutsis, le Front patriotique rwandais a été rejoint par de nombreux opposants au pouvoir en place à Kigali, y compris des Hutus.

Le sol est jonché de souvenirs et de documents déjà jaunis par le soleil. Il y a là un CD de la *Symphonie pastorale* de Beethoven, quelques photos de vacances du défunt président rwandais, un puzzle d'enfant éparpillé sur l'épaisse moquette du salon, le relevé de la BNP du plan d'épargne-logement de Jeanne Habyarimana, la fille du Président, et aussi dans la chambre présidentielle un épais *Répertoire pratique de l'arbitrage commercial international*. Contrairement à d'autres palais présidentiels africains tombés entre les mains de forces rebelles, celui de Juvénal Habyarimana a été fouillé en détails mais n'a fait l'objet d'aucun saccage. Même le portrait du «dictateur», accroché au mur du séjour, n'a pas souffert de l'arrivée massive des hommes du Front patriotique rwandais, le FPR, à la mi-avril. « Cette maison est désormais la propriété de l'Etat », explique un des trois soldats du FPR attachés en permanence à la surveillance du palais présidentiel, « et tout voleur sera sévèrement puni ».

La remarque vaut avertissement et se veut le reflet des consignes de l'état-major du FPR. Sur le front, dans les tranchées ou aux barrages, les soldats du FPR ne s'autorisent aucun écart. « Nous ne sommes pas une armée de conscrits mais une armée de réfugiés », affirme Ernest, un jeune officier de 32 ans, qui a quitté en 1990 son poste d'assistant de physique à l'université de Butare pour rejoindre la rébellion. « Comme la plupart de mes camarades, je me suis engagé dans le FPR parce que c'était la seule formation politique capable de mettre un terme aux massacres dont les Tutsis ont été victimes », explique-t-il en racontant comment sa famille fut décimée par les escadrons de la mort. « Ils ont enfoncé la porte de la maison, ont jeté une grenade puis ont tiré sur mes

huit frères et sœurs, sur mes parents et mes grands-parents. Seule ma sœur aînée, laissée pour morte, a survécu au massacre. »

Bosco, âgé lui aussi de 32 ans, n'a jamais vécu au Rwanda. Fils d'une exilée tutsie qui avait réussi à fuir en Ouganda dès 1962, trois ans après l'arrivée des Hutus au pouvoir à Kigali, en 1959, il a fait toutes ses études à l'université de Kampala où il a fait la connaissance des fondateurs du FPR. Médecins, enseignants, anciens officiers de l'armée ougandaise nés comme lui en exil, ils sont devenus la hantise du pouvoir de Habyarimana, tant en raison de leur appartenance à l'ethnie « inférieure » tutsie qu'en raison de leur niveau d'études. Ainsi, Paul Kagamé, l'actuel chef d'état-major du FPR, a fait ses premières armes dans la guérilla ougandaise au sein de l'Armée de la résistance nationale (NRA) et contribué à chasser en 1986 le président Milton Obote pour porter le président Yoweri Musevéni au pouvoir.

Cette solidarité « historique » entre le FPR et les dirigeants ougandais éveille évidemment de nombreux soupçons sur le soutien de l'Ouganda à la rébellion rwandaise. « Notre voisin est trop pauvre pour soutenir un tel effort de guerre », affirment en privé quelques cadres du FPR qui ne contestent pas néanmoins l'acheminement en continu de citernes de fuel vers la ligne de front. « La plupart de nos armes et de nos munitions ont été prises sur l'ennemi au fur et à mesure de notre avancée », clament aujourd'hui les dirigeants du FPR qui, pour appuyer leur propos, désignent fièrement les uniformes des troupes gouvernementales qui habillent aujourd'hui leurs combattants.

Depuis leurs récentes victoires militaires et la maîtrise de portions de plus en plus importantes du territoire rwandais, les soldats anglophones du FPR se font de plus en plus rares sur les lignes de front. Le mouvement, dont les

effectifs sont généralement estimés à 20 000 hommes, a recruté massivement dans les villages conquis, et nombreux sont les nouveaux combattants qui ne comprennent pas toujours la langue de leurs supérieurs formés à l'Ecole de guerre ougandaise. « Je suis obligé d'apprendre le français », raconte le lieutenant colonel Karenzi Karake, directeur des opérations militaires de l'Armée patriotique rwandaise, en sortant de sa poche une petite méthode Assimil rapportée de son exil ougandais.

Sûr de la victoire, le FPR affirme déjà penser aux lendemains. « Peu importe qu'on ait perdu de nombreux membres de nos familles au cours des massacres et de la guerre, commentait récemment un soldat du FPR, aujourd'hui, le combat que nous menons ira à son terme et permettra l'émergence d'une vraie démocratie au Rwanda. » Son programme politique est encore balbutiant et tient pour l'heure en quelques mots: « gestion démocratique », « transparence des institutions », « égalité des droits et des chances », « société multiraciale ». Un message qui a du mal à passer auprès des populations civiles qui continuent à fuir l'avancée des troupes du FPR.

« Les efforts que nous déployons sur notre radio ont du mal à contrecarrer la propagande des extrémistes hutus sur la radio des Mille Collines, reconnaît-on à l'état-major du FPR, mais notre gestion quotidienne des réfugiés, dans les zones que nous contrôlons, démontre à ceux qui en doutent de l'honnêteté de nos intentions. » Selon la Croix-Rouge internationale, des milliers de réfugiés, hutus et tutsis, parqués jusqu'à présent dans des camps du Burundi et de Tanzanie, regagnent progressivement depuis trois semaines les zones contrôlées par le FPR dans l'est du Rwanda.

Alain FRILET